

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance Ordinaire du 2 FEVRIER 2024**

L'an deux mille vingt-quatre  
Et le deux du mois de FEVRIER

Membres en exercice :	29
Membres présents :	21
Procurations :	7
VOTES :	28
POUR :	28
CONTRE :	0
ABSTENTIONS :	0
Date de convocation :	23/01/24

Le Conseil Municipal, dûment convoqué par Monsieur Daniel SPAGNOU, Maire, s'est assemblé à l'Hôtel de Ville, dans la salle ordinaire de ses délibérations, sous la présidence de Monsieur Daniel SPAGNOU, Maire.

**ÉTAIENT PRÉSENTS** : MM/MMES SPAGNOU D. TEMPLIER JP. REYNIER C. PERARD F. CODOUL B. GHERBI C. LAUGIER N. LOUVION C. BRUNET M. TOUCHE C. GARCIN F. GALLO C. BOY JP. GALANTINI V. JOURDAN E. ODDOU S. PAYAN L. MORARD S. CLEMENT JL. JAFFRE S. FERAUD S.

**PROCURATIONS** : MM/MMES PELOUX N. à SPAGNOU D. RODRIGUEZ C. à TEMPLIER JP., CLARES P. à BRUNET M., MUNS A. à LAUGIER N., SCHMALTZ E. à C. REYNIER, PICHON H. à CODOUL B., SEBANI S. à FERAUD S.

**ABSENT EXCUSÉ** : DERDICHE C.

Mme Léa PAYAN est élue secrétaire de séance.

**2024-01-11-SP**

**OBJET** : Création d'un emploi permanent à temps complet de Responsable du Pôle Environnement / Eau Assainissement.

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que conformément à l'article L. 313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité.

Monsieur le Maire expose qu'il est nécessaire, à ce jour, de créer un emploi permanent correspondant aux missions suivantes :

- Gestion du service eau potable – production, distribution et facturation
- Gestion du service assainissement - STEP
- Management d'équipe d'agents administratifs et d'ouvriers professionnels

Afin d'assurer ces missions, il propose à l'assemblée de créer, à compter du 01 février 2024, un emploi permanent de Responsable du Pôle Environnement / Eau Assainissement relevant soit de la catégorie hiérarchique A et du grade d'ingénieur ou ingénieur principal territoriaux à temps complet, soit de la catégorie hiérarchique B et d'un grade du cadre d'emplois des techniciens territoriaux à temps complet.

Cet emploi doit être pourvu par un fonctionnaire.

Sur le fondement de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée et de l'article L.332-8 2° du Code Général de la Fonction Publique, il précise que cet emploi pourra éventuellement être pourvu par un agent contractuel sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'a pu être recruté dans les conditions prévues par les textes précités.

Le recrutement de l'agent contractuel sera prononcé à l'issue d'une procédure prévue par les décrets n° 2019-1414 du 19 décembre 2019 et n°88-145 du 15 février 1988 modifié, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics.

Dans ce cas, l'agent contractuel sera alors recruté par voie de contrat à durée déterminée pour une durée de 3 ans.

Ce contrat sera renouvelable par reconduction expresse en respectant la procédure de recrutement mentionnée ci-dessus. La durée totale des contrats ne pourra excéder 6 ans.

A l'issue de cette période maximale de 6 ans, le contrat sera reconduit pour une durée indéterminée.

De même les niveaux de recrutement et de rémunération sont définis comme suit en tenant compte de la nécessité de mettre en adéquation la définition du poste, la qualification requise pour son exercice et la qualification détenue par l'agent soit :

- Rémunération : la rémunération de l'agent sera calculée par référence aux échelles indiciaires des grades d'ingénieur ou ingénieur principal ou des grades du cadre d'emplois des techniciens territoriaux et au

Mis en ligne le 05/02/2024 à 14h56

**REÇU EN PREFECTURE**  
Le 05/02/2024

Application agréée E-legalite.com

maximum sur l'indice brut terminal des grilles indiciaires afférentes, pour un temps complet de travail, avec la possibilité d'appliquer le régime indemnitaire instauré par la délibération n° 2020-07-19 SP du 24/09/2020.

- Niveau de recrutement : l'agent devra justifier d'un niveau d'études de Bac +2 ou Bac +3 sanctionné par l'obtention d'un diplôme du niveau correspondant et d'une expérience professionnelle de plus de cinq ans dans les domaines correspondant aux missions.
- La rémunération de l'agent sera déterminée en prenant en compte, notamment, les fonctions occupées, la qualification requise pour leur exercice, la qualification détenue par l'agent contractuel ainsi que son expérience.

Les fonctions correspondantes sont définies dans la fiche de poste annexée à la présente délibération.

**Oui cet exposé et après en avoir délibéré,**

**le Conseil Municipal à l'unanimité**

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code général de la fonction publique et notamment ses articles L.313-1 et L.332-8,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 1,

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 modifié relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

Vu la délibération n° 2020-07-19-SP du 24 septembre 2020 portant mise en œuvre, élargissement et mise à jour du R.I.F.S.E.E.P (I.F.S.E. et C.I.A.),

Vu le tableau des effectifs.

- **PREND** acte de l'exposé présenté par Monsieur le Maire.
- **CREE** un emploi permanent de Responsable du Pôle Environnement / Eau Assainissement.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire, dans l'hypothèse du recrutement infructueux d'un fonctionnaire et en raison des besoins du service, à recruter éventuellement un contractuel sur le fondement de l'article L. 332-8 2<sup>e</sup> du Code Général de la Fonction Publique.
- **PRECISE** que la rémunération de l'agent sera fixée par référence aux échelles indiciaires des grades d'ingénieur ou ingénieur principal ou des grades du cadre d'emplois des techniciens territoriaux et au maximum sur l'indice brut terminal des grilles indiciaires afférentes, pour un temps complet de travail, avec la possibilité d'appliquer le régime indemnitaire instauré par la délibération n° 2020-07-19 SP du 24/09/2020.
- **INDIQUE** que le tableau des effectifs communaux sera modifié en conséquence.
- **DIT** que les crédits correspondants seront inscrits au budget communal
- **DIT** que Monsieur le Maire est chargé de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Pour copie conforme

Le Maire,

D. SPAGNOU.